

SD/LV/SB - 2025/545/AT

DOCUMENTS/ARRÊTÉS/OCCUPATION DP COMMERÇANTS/ARRÊTÉS PERMANENTS OCCUPATION

DP/TERRASSES CAFÉS+RESTOS/EN COURS/1 RUE RÉPUBLIQUE (LE ST-JEAN)/VERDIER/AM579.DOC

LE MAIRE DE MONTBRISON

- VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,
- VU la loi du 1^{er} janvier 2008 instaurant l'interdiction de fumer dans les cafés et restaurants,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2000-074 en date du 10 avril 2000 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,
- VU l'arrêté préfectoral n°341-2013 du 26 juillet 2013 portant réglementation de la police des débits de boissons et restaurants dans le département de la Loire et fixant les périmètres de protection,
- VU les articles L.2122-22, L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la voirie routière et notamment son article L 113-2,
- VU l'arrêté de circulation urbaine du 26 janvier 1981 visé le 2 février 1981,
- VU les arrêtés municipaux, temporaires et permanents, postérieurs à l'arrêté de circulation urbaine précité, réglementant la circulation et le stationnement sur l'agglomération,
- VU les délibérations du conseil municipal approuvant chaque année les tarifs communaux pour l'année suivante et notamment ceux relatifs à l'occupation du domaine public,
- VU l'arrêté municipal n° 2019/0149 en date du 19 février 2019 portant approbation de l'établissement par la ville de Montbrison d'une charte « TERRASSE »,
- VU l'arrêté municipal n° 2022/0691 en date du 27 juillet 2022 délivré à Madame Stéphanie MIVIERE, Madame Christiane MERLON et Monsieur Alain MERLON, faisant élection de domicile à l'établissement BAR LE SAINT-JEAN, domicilié 1 rue de la République portant autorisation d'occupation du domaine public devant leur établissement,
- CONSIDERANT la déclaration de reprise dudit établissement par Madame Marie-Anne VERDIER, faisant élection de domicile à cette même adresse, depuis le 15 juillet 2024,
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer, définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des emprises de terrasses ou d'étalages autorisées sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements similaires et pour les commerçants,
- CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique que la tranquillité publique,

A R R E T E

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS COMMUNES

1 - IMPLANTATION des TERRASSES ou des ETALAGES

La commune délivre des autorisations d'occupation du domaine public afin d'y placer une terrasse ou un étalage dans la mesure où la topographie rend possible ce dispositif.



- EMPRISE SUR LE TROTTOIR

L'installation doit laisser constamment une largeur minimum libre de tout obstacle réservée à l'usage des piétons.

- EMPRISE SUR VOIRIE ET EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT

Un passage dit « de sécurité » et d'accessibilité pour les véhicules de secours d'une largeur suffisante sera obligatoirement préservé en tous lieux et à tout moment.

Cet impératif d'accès pour les engins de secours implique parallèlement l'interdiction de tout dispositif fixe et non mobile.

Les autorisations seront accordées uniquement au droit de l'établissement suivant une surface définie conjointement entre le bénéficiaire et la commune, en aucun cas devant une porte cochère, un dégagement.

Ces implantations ne doivent en aucun cas être disposées sur un plancher sauf dérogations exceptionnelles.

Conformément au code de l'urbanisme, toute installation fixe ou non, tendant à fermer l'espace est soumise à autorisation préalable du service de l'urbanisme.

2 – INSTRUCTIONS DES DEMANDES ET DELIVRANCE DES AUTORISATIONS

Sur demande écrite adressée au Maire, les établissements pourront bénéficier d'une autorisation d'occupation du domaine public sous réserve des dispositions précédentes.

Les autorisations ainsi accordées sont délivrées à titre personnel et devront être renouvelées à chaque changement d'exploitant, lequel ne bénéficie pas automatiquement de l'autorisation.

Ces autorisations, non cessibles, sont délivrées à titre PERSONNEL, PRECAIRE et REVOCABLE à tout moment pour motif d'ordre public ou d'intérêt général et pourront en cas de nécessité être suspendues dès lors que les manifestations ou des travaux l'exigeront, sans que les bénéficiaires puissent prétendre à indemnité. En outre, elles ne constituent en aucun cas un droit de propriété commerciale et elles ne peuvent être concédées ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction.

3 – HORAIRES D'EXPLOITATION

Afin de permettre le passage des véhicules chargés de l'entretien du domaine public, l'installation du mobilier des terrasses de plein air et des étalages est autorisée à compter de 7 heures.

Pendant la durée déterminée (annuelle ou saisonnière), l'exploitation des terrasses sera autorisée jusqu'à 1 heure 30 (exception faire des dates prévues dans l'arrêté préfectoral n° 2000-074 en date du 10 avril 2000).

Toutefois, en fonction de diverses contraintes, la commune se réserve la possibilité d'édicter des horaires plus restrictifs ou de ne pas autoriser la terrasse ou l'étalage.

4 - CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DES TERRASSES ET ETALAGES

L'ensemble du mobilier devra être rassemblé immédiatement après l'heure de fermeture de l'établissement et rangé soit à l'intérieur, soit laissé sur place enchaîné pour des raisons de sécurité.

En période de non-exploitation de la terrasse, les tables et chaises ne devront en aucun cas être stockées sur le domaine public.

Les titulaires de l'autorisation devront veiller à ce que la manipulation du mobilier placé sur le domaine public ne soit pas source de nuisances sonores pour le voisinage. A ce sujet, la base des pieds des tables et des chaises métalliques devra être pourvue d'un patin destiné à atténuer les bruits de choc.

Ils devront également veiller à ce que la clientèle n'occasionne aucune nuisance susceptible de perturber la tranquillité des riverains ; ils s'engagent en particulier à ne jamais installer à l'extérieur de leur établissement quelque moyen de sonorisation que ce soit.

La musique diffusée à l'intérieur de l'établissement ne doit en aucun cas être audible à l'extérieur de celui-ci.

Toute animation musicale (musique amplifiée, chanteur, musicien ...) est interdite dans l'emprise de la terrasse ainsi qu'à ses abords immédiats, sauf autorisation exceptionnelle.

Les bénéficiaires de l'autorisation de terrasse ou d'étalage devront assurer la propreté de l'espace public mis ainsi à leur disposition.

5 - DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Les bénéficiaires s'acquitteront auprès de la trésorerie municipale de Montbrison une redevance d'occupation du domaine public calculée suivant le tarif au mètre carré et la nature de leur installation, applicable pour l'année en cours et approuvée par le conseil municipal.

6 - SANCTIONS

Les infractions au présent arrêté pourront être relevées par un procès-verbal de contravention qui sera transmis à Monsieur le Procureur de la République ou par un rapport de constatation qui sera transmis à l'autorité municipale.

L'établissement de procès-verbaux ou de rapports de constatation pourra donner lieu, outre à des sanctions pénales, à des sanctions allant du simple avertissement à une restriction d'horaires, voire au retrait de l'autorisation pour une durée fixée par le Maire.

Ce retrait pourra être également définitif.

2025/545/AT
VERDIER/AM579.doc

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS INDIVIDUELLES

- 1 - Madame Marie-Anne VERDJER, exploitante de l'établissement « SNC LE PARIS - BAR LE SAINT-JEAN », est autorisée à occuper le domaine public devant son établissement sis 1 rue de la République (emplacement précisé à l'alinéa 2 / annexe 1).
- 2 - Un emplacement de 20 m² (devant et sur le côté de l'établissement) sur l'espace public situé à l'angle de la rue de la République et de la rue du Faubourg St Jean est réservé pour installer une terrasse - catégorie « MOBILE OUVERTE ».
- 3 - La présente autorisation est valable du 1er janvier au 31 décembre de chaque année et est renouvelable par tacite reconduction.
- 4 - toute forme de publicité (panneau d'appel ; publicité ...) ou matériel divers devront être inclus sur la surface allouée.
- 5 - Un cheminement piéton sur le trottoir d'un minimum de 1m40 devra être laissé libre de toute entrave à la circulation piétonne.
- 6 - Madame Marie-Anne VERDIER, exploitante de l'établissement, s'engage, dès lors que le présent arrêté municipal lui a été notifié, à respecter les dispositions du présent arrêté, notamment les emplacements et les dimensions de l'espace public qui lui est alloué.
- 7 - Madame Marie-Anne VERDIER, exploitante de l'établissement, s'engage à entretenir quotidiennement l'espace public qui lui est alloué.
- 8 - Le domaine public sera libéré de toute entrave (matériel et mobilier) dès fermeture de l'établissement au-delà d'une période de 48 heures.

ARTICLE 3 : EXTENSION EXCEPTIONNELLE ET TEMPORAIRE

- RAPPEL : toute demande d'extension temporaire doit faire l'objet d'une demande écrite au minimum 15 jours avant la date.

ARTICLE 4 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- La titulaire de la présente autorisation s'engage à régler le montant de la redevance en vigueur due au titre de l'occupation du domaine public, catégorie « MOBILE OUVERTE ».

ARTICLE 5 : Le présent arrêté municipal abroge et remplace les dispositions de tous les arrêtés municipaux antérieurs qui ont pu être dressés pour ledit établissement.

ARTICLE 6 : RECOURS

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté municipal sera publié sur le site Internet de la commune à compter du 17/07/25.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur général des services, Madame la Lieutenante commandant la brigade de Gendarmerie de Montbrison, Monsieur le chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le chef de la Police Municipale,
- SNC LE PARI - BAR LE SAINT-JEAN / VERDIER Marie-Anne -verdier-marie-anne@orange.fr,
- Direction FINANCES,
- Direction des Affaires générales / recueil des actes administratifs,

Le 15 juillet 2025



Pour Monsieur le Maire,
Luc VERICEL
Conseiller municipal délégué

Notifié aux intéressés
Le
(signature)

2025/545/AT
VERDIER/AM579.DOC



ODP COMMERCIALE 1 RUE DE LA REPUBLIQUE / RUE DU FAUBOURG ST JEAN / AM
2025/545/AT - ANNEXE

2025/545/AT
VERDIER/AM579.DOC